



N° 168

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 19 septembre 2017.

PROJET DE LOI

*autorisant l'approbation de l'accord entre
le Gouvernement de la République française et
le Gouvernement de la Principauté d'Andorre
relatif à la coopération transfrontalière
en matière policière et douanière,*

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. Édouard PHILIPPE,
Premier ministre,

PAR M. Jean-Yves LE DRIAN,
ministre de l'Europe et des affaires étrangères

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

I. – ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

L'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière a été signé à Paris le 17 mars 2014.

Cet accord, le premier de ce type conclu avec Andorre, s'inspire de dispositions de la convention d'application de l'accord de Schengen (CAAS)⁽¹⁾ et du Traité de Prüm⁽²⁾, auxquels Andorre n'est pas partie, pour ce qui concerne l'assistance au maintien de l'ordre et les formes d'interventions transfrontalières. Les dispositions relatives à la transmission d'informations spontanée ou sur demande, également d'inspiration communautaire⁽³⁾, sont déclinées avec autant de détails que dans les derniers accords conclus dans le domaine de la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (ACTPD), tel l'ACTPD franco-suisse signé à Paris le 9 octobre 2007.

L'ACTPD franco-andorran vise à fournir un cadre juridique à une coopération policière qui existait de manière informelle par le passé entre les deux pays, notamment au moyen de contacts opérationnels entre les services frontaliers, et à sécuriser l'action de leurs agents. Les Parties ont fait le choix de ne pas créer à ce stade de centre de coopération policière et douanière (CCPD), faute d'utilité avérée dans l'immédiat.

II. – PRINCIPALES DISPOSITIONS

Le texte se présente de la manière suivante :

Le titre I^{er} définit les paramètres généraux de la coopération établie par l'accord : nature des services compétents des deux Parties (**article 1^{er}**) ; aire géographique de référence pour la mise en œuvre de l'accord (**article 2**) ; définitions (**article 3**) ; finalités (**article 4**).

(1) <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000165861>

(2) <http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017865342&fastPos=2&fastReqId=2074031815&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

(3) <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32006F0960&from=FR>

Le titre II (**articles 5 à 11**) concerne la coopération dite « directe » entre unités et services en zone frontalière (définie à l'**article 8**). Les **articles 5 et 6** prévoient des dispositions relatives respectivement à l'assistance sur demande et l'assistance spontanée. Les **articles 7 à 11** organisent des échanges privilégiés d'informations et de personnels entre les unités opérationnelles de la zone frontalière des deux Parties, notamment l'affectation d'agents de liaison et la constitution de patrouilles mixtes (**article 9**) et les renforts de durée limitée (**article 10**). L'**article 11** définit le rôle des agents servant au sein des services communs et des patrouilles mixtes.

Les titres III à VI (**articles 12 à 21**) élargissent le champ de la coopération au bénéfice des autorités andorranes en leur octroyant la possibilité de solliciter le concours des autorités françaises dans plusieurs cadres : lutte contre le terrorisme (**article 12**) ; gestion de crise de haute intensité (**articles 13 à 16**) ; gestion de l'ordre public lors d'évènements importants ou de troubles graves (**articles 17 à 18**) ; opérations de secours en montagne (**articles 19 à 21**).

Le titre VII (**articles 22 à 33**) instaure et décrit les modalités d'une coopération bilatérale dans le domaine de la formation des policiers andorrans.

Le titre VIII (**articles 34 à 48**) comprend des dispositions communes dans les domaines suivants : statut juridique des agents hors du cadre de la formation (**article 34**) ; modalités financières (**articles 35 et 43**) ; règlement des dommages (**article 36**) ; suivi de la coopération (**articles 37 et 38**) ; formes possibles de coopération technique (**articles 39 à 41**) ; protection des données (**article 42**) ; non-applicabilité de la réglementation relative à l'entrée et au séjour des ressortissants étrangers (**article 44**) ; respect des législations nationales et des engagements internationaux (**articles 45 et 46**) ; règlement non juridictionnel des différends (**article 47**).

L'**article 48** contient enfin les habituelles dispositions finales (entrée en vigueur, durée, dénonciation).

Telles sont les principales observations qu'appelle l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Paris le 17 mars 2014. Cet accord organise une coopération transfrontalière entre les services chargés des missions de police et de douane de chaque Partie. Il prévoit des mécanismes de

coopération directe, des dispositions en matière de lutte contre le terrorisme, d'intervention et de maintien de l'ordre et d'opérations de secours. Certaines dispositions prévoient également la possibilité pour des agents de l'une des Parties de participer à des patrouilles mixtes sur le territoire de l'autre Partie. En conséquence, comportant des dispositions de nature législative, le présent accord doit être soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière, signé à Paris le 17 mars 2014, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 19 septembre 2017.

Signé : Édouard PHILIPPE,

Par le Premier ministre :
*Le ministre de l'Europe et
des affaires étrangères*

Signé : Jean-Yves LE DRIAN

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE RELATIF À LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE EN MATIÈRE POLICIÈRE ET DOUANIÈRE, SIGNÉ À PARIS LE 17 MARS 2014

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Et

LE GOUVERNEMENT DE LA PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE,

Ci-après dénommés les Parties,

Animés de l'intention d'élargir la coopération engagée ces dernières années dans leur zone frontalière entre les services chargés de missions de police et de douane ;

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties dans les domaines de la sécurité et de la lutte contre la criminalité transnationale organisée ;

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés signée à Andorre la Vieille le 11 décembre 2001 ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I

DÉFINITIONS ET OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION

Article 1^{er}

Services compétents

Les services compétents aux fins de l'Accord sont, chacun pour ce qui le concerne :

Pour la Partie française :

- la police nationale ;
- la gendarmerie nationale ;
- la douane française.

Pour la Partie andorrane :

- la police andorrane.

Article 2

Zone frontalière

Pour l'application de l'Accord, constitue la zone frontalière :

Pour la République française : les départements de l'Ariège et des Pyrénées-Orientales.

Pour la Principauté d'Andorre : le territoire de la principauté.

Article 3

Définitions

Au sens de l'Accord, on entend par :

a) « agents », les personnes appartenant aux administrations compétentes des deux Parties et affectées dans les unités territoriales situées dans la zone frontalière ou dont la compétence s'étend à cette zone ;

b) « criminalité transnationale organisée », les actes délictuels définis au paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000 ; présentant un caractère transnational selon la caractérisation précisée au paragraphe 2 du même article ; et commis par un groupe criminel organisé selon la définition de l'alinéa a) de l'article 2.

Article 4

Objectifs

1. Les Parties engagent, dans le respect de leur souveraineté respective et des attributions des autorités administratives et judiciaires territorialement compétentes, une coopération transfrontalière des services chargés de missions de police et de douane par la définition de nouvelles modalités de coopération policière et douanière et au moyen d'une coopération directe entre services correspondants, notamment dans le domaine de la formation.

2. Cette coopération s'exerce dans le respect des structures et des attributions des services compétents au titre de l'Accord.

3. Cette coopération est fondée sur l'application de toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives des deux Parties, concernant la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité publics, la lutte contre la criminalité transnationale organisée et l'immigration irrégulière.

TITRE II COOPÉRATION DIRECTE

Article 5

Assistance sur demande

1. Les Parties s'engagent à ce que leurs services s'accordent, dans le respect de la législation nationale et pour la France de la législation européenne, dans les limites de leurs compétences, l'assistance aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables, pour autant que le droit national ne réserve pas la demande aux autorités judiciaires et que la demande ou son exécution n'implique pas l'application de mesures de contrainte par la Partie requise. Lorsque les services requis ne sont pas compétents pour exécuter une demande, ils la transmettent aux autorités compétentes.

2. Sans préjudice des compétences générales des autorités centrales nationales, les services visés à l'article 1^{er} compétents dans la zone frontalière visée à l'article 2 peuvent, dans le cadre de leurs compétences respectives, se transmettre directement les demandes d'assistance concernant la sauvegarde de l'ordre et de la sécurité publics, la lutte contre la criminalité transnationale organisée et l'immigration irrégulière et portant notamment sur les domaines suivants :

- identification des détenteurs et des conducteurs de véhicules ;
- demandes concernant des permis de conduire ;
- recherches d'adresses actuelles et de résidences ;
- identification de titulaires de lignes téléphoniques ;
- établissement de l'identité des personnes ;
- informations provenant d'investigations policières et de documents ou de fichiers informatisés, dans la mesure où leur communication est autorisée par le droit interne ;
- transmission et comparaison de données signalétiques telles que des traces matérielles relevées sur les lieux d'une infraction, des photographies, des signalements, des empreintes digitales et palmaires ou des profils d'ADN, dans la mesure où leur communication est autorisée par le droit interne ;
- préparation de plans, harmonisation de mesures de recherches et déclenchement de recherches en urgence.

3. Nonobstant les dispositions qui précèdent, les demandes d'assistance concernant les infractions relatives aux trafics illicites de marchandises nécessitant une intervention des agents en poste sur la frontière sont transmises directement aux services compétents présents dans les bureaux à contrôles nationaux juxtaposés franco andorran. Celles-ci portent notamment sur les domaines mentionnés au paragraphe 2.

4. Les services ainsi requis sur la base du paragraphe 1 répondent directement aux demandes, pour autant que le droit national n'en réserve pas le traitement aux autorités judiciaires. Dans cette hypothèse, la demande d'entraide est transmise conformément aux engagements internationaux liant les Parties dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale. Les informations écrites qui sont fournies par la Partie requise en vertu de la disposition du paragraphe 1 peuvent être utilisées par la Partie requérante aux fins d'apporter la preuve des faits incriminés sauf mention contraire de la Partie requise.

5. La Section centrale de coopération policière de la Direction centrale de la police judiciaire pour la Partie française et la Direction de la police d'Andorre pour la Partie andorrane sont immédiatement informés des demandes directement transmises, dès lors qu'elles sont d'une gravité particulière, qu'elles revêtent un caractère suprarégional ou qu'elles concernent le déclenchement de recherches en urgence et leurs résultats. Ils sont par ailleurs rendus destinataires de toute demande excédant les attributions d'un service ou d'une unité directement requis, sauf si le droit de la Partie requise en réserve le traitement à son autorité judiciaire nationale selon la procédure définie au paragraphe précédent.

Article 6

Assistance spontanée

Les services compétents des Parties peuvent, dans le respect de leur législation nationale et sans y être invités, communiquer à l'autre Partie, des informations susceptibles d'aider celle-ci à prévenir des menaces concrètes à la sécurité et à l'ordre publics ou à lutter contre des faits punissables. La transmission d'informations se fera conformément aux articles 5, paragraphes 1 et 4, et 42 du présent Accord.

Article 7

Correspondance entre services

1. A chaque service désigné à l'article 1^{er}, compétent dans la zone frontalière telle que définie à l'article 2, correspondent un ou plusieurs services de l'autre Partie. Ces correspondances donnent lieu aux échanges privilégiés d'informations et de personnels entre unités opérationnelles, prévus par les dispositions des articles 8 à 11 du présent Accord.

2. Chaque service assure un contact régulier avec ses services correspondants.

Article 8

Coopération entre services correspondants

Les services correspondants des deux Parties tels que définis à l'article 7, engagent une coopération transfrontalière directe en matière policière et douanière, notamment sous la forme d'exercices communs. Dans ce cadre, ces services ont ensemble, en particulier, pour mission de :

- coordonner leurs actions communes afin de sauvegarder l'ordre et la sécurité publics ;
- lutter contre la criminalité transnationale organisée, l'immigration irrégulière et la délinquance ;
- recueillir et échanger des informations en matière policière et douanière ;
- améliorer la lutte contre l'insécurité routière.

Article 9

Affectation d'agents de liaison et constitution de patrouilles mixtes

1. Les Parties peuvent conclure des accords particuliers permettant l'affectation, pour une durée déterminée ou indéterminée, d'agents de liaison auprès des services de l'autre Partie. Ces accords peuvent également instaurer des patrouilles mixtes.

2. L'affectation d'agents de liaison ou de personnels pour une durée déterminée ou indéterminée ou pour les patrouilles a pour but de promouvoir et d'accélérer la coopération entre les Parties, notamment en accordant l'assistance :

- a) sous forme d'échanges d'informations aux fins de la lutte tant préventive que répressive contre la criminalité ;
- b) dans l'exécution de demandes d'assistance policières et douanières.

3. Chaque service compétent de l'une des Parties peut affecter des agents dans les services correspondants de l'autre Partie. Ces agents sont choisis dans la mesure du possible parmi ceux qui servent ou ont déjà servi dans les services correspondants de ceux dans lesquels ils sont affectés.

4. Ces agents sont des personnels de liaison. L'accord d'affectation visé au paragraphe 1 du présent article mentionne, pour chacun de ces agents, les particularités des tâches à exécuter et la durée du détachement.

5. Les agents de liaison ont une mission d'avis et d'assistance. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome de mesures de police ou de douane. Ils fournissent des informations et exécutent leurs missions dans le cadre des instructions qui leur sont données par la Partie d'origine et par la Partie auprès de laquelle ils sont affectés. Ils font régulièrement rapport au chef du service auprès duquel ils sont affectés.

6. Les Parties peuvent convenir par un accord spécifique bilatéral ou multilatéral que les agents de liaison d'une Partie, affectés auprès d'Etats tiers, représentent également les intérêts de l'autre Partie. En vertu d'un tel accord, les agents de liaison, affectés auprès d'Etats tiers, fournissent des informations à l'autre Partie, sur demande ou de leur propre initiative et accomplissent, dans les limites de leurs compétences, des missions pour le compte de cette Partie. Les Parties s'informent mutuellement de leurs intentions relatives à l'affectation d'agents de liaison dans les Etats tiers.

Article 10

Renforts de durée limitée

Hors des situations d'affectation visées à l'article 9, chaque service compétent de l'une des Parties peut mettre à la disposition des unités opérationnelles correspondantes de l'autre Partie, un ou plusieurs agents pour des durées inférieures à quarante-huit heures selon les besoins liés à une affaire particulière. Ces agents sont soumis aux dispositions de l'article 11 du présent Accord.

Article 11

Rôle des agents servant au sein des services communs et des patrouilles mixtes

1. Les agents visés à l'article 9 du présent Accord travaillent en relation avec les services correspondants du service auprès duquel ils sont affectés. Ils ont, à ce titre, à connaître des dossiers qui présentent ou peuvent contenir une dimension transfrontalière. Le choix de ces dossiers est arrêté d'un commun accord entre les responsables des services correspondants.

2. Ces agents peuvent être chargés de participer, sous réserve des règles de procédure pénale de chacune des Parties, à des enquêtes communes, des patrouilles mixtes, et à la surveillance de manifestations publiques auxquelles les services de l'autre Partie sont susceptibles de s'intéresser. Ils ne sont pas compétents pour l'exécution autonome des mesures de police.

3. Lors de ces services communs, ces agents peuvent porter leur uniforme national ou tout autre signe distinctif attestant de leur qualité ainsi que leur arme de service à moins que l'autre Partie ne s'y oppose ou qu'elle ne l'autorise qu'à certaines conditions.

4. L'usage des armes est limité à la légitime défense.

5. Les services compétents échangent des informations sur les armes utilisées.

TITRE III

ENTRAIDE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Article 12

Coopération en matière de lutte antiterroriste

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les autorités andorranes peuvent solliciter le concours des services spécialisés de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la douane françaises. Cette coopération s'étend à la prévention, à la répression des actes terroristes et à la lutte contre leur financement. Elle s'exerce dans le cadre des dispositions prévues au Titre II du présent Accord.

TITRE IV

ENTRAIDE EN MATIÈRE DE GESTION DE CRISE DE HAUTE INTENSITÉ

Article 13

Intervention des unités spécialisées

Dans des cas d'une gravité particulière nécessitant l'intervention d'unités spécialisées, les autorités andorranes pourront solliciter les autorités françaises pour obtenir le concours desdites unités. Les autorités françaises accèdent, dans la mesure de leurs possibilités, à cette demande.

Article 14

Modalité de la demande

La demande devra être faite auprès du Service de Veille Opérationnelle de la Police Nationale et/ou du Centre de Renseignement Opérationnel de la Gendarmerie nationale. Elle devra être faite en langue française ou catalane ou être accompagnée d'une traduction à une de ces langues, préciser le type de situation et le cadre légal, et le type d'unité souhaitée.

Article 15

Acheminement d'urgence de l'élément d'intervention

Les autorités andorranes prennent toutes leurs dispositions concernant l'ouverture de leur espace aérien pour permettre l'acheminement d'urgence de l'élément d'intervention.

Article 16

Position de l'élément d'intervention

L'élément d'intervention sollicité par les autorités andorranes est mis à disposition par les autorités françaises. Le chef du détachement reste seul juge des moyens, de la tactique à employer et de son opportunité éventuelle. La demande d'intervention de l'unité spécialisée vaut autorisation d'usage des armes. Dans le cadre de la mission fixée, les agents de l'unité spécialisée ne relèvent que du droit français. La décision d'intervention doit être accordée par l'autorité andorrane compétente.

TITRE V

INTERVENTION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

Article 17

Maintien de l'ordre

Lors d'évènements importants ou de graves troubles à l'ordre public, les autorités andorranes peuvent solliciter le concours des autorités françaises. Les autorités françaises accèdent, dans la mesure de leurs possibilités, à cette demande.

Article 18

Sollicitation des unités de force mobile

1. Les autorités andorranes sollicitent le concours des unités de force mobile françaises auprès de l'Unité de coordination des forces mobiles au ministère de l'Intérieur et, en cas d'urgence, auprès du Service de Veille

Opérationnelle de la Police Nationale et/ou du Centre de Renseignement Opérationnel de la Gendarmerie nationale.

2. La demande des autorités andorranes doit détailler les effectifs sollicités, le type d'engagement opérationnel prévu (service d'ordre ou maintien de l'ordre) et les dates d'emploi. La requête précise en outre si l'emploi de la force ou l'usage des armes est autorisé.

3. Les unités de force mobile, de la police nationale et de la gendarmerie nationale françaises, sont mises à disposition du Gouvernement de la Principauté d'Andorre.

4. L'autorité andorrane peut autoriser l'emploi de la force avec ou sans usage des armes. L'autorisation peut être orale mais devra être complétée par écrit.

5. Le commandant de l'unité de force mobile reste seul juge des moyens à mettre en œuvre conformément à la mission fixée par l'autorité civile andorrane. La décision d'intervention revient à l'autorité andorrane compétente.

6. Les unités de force mobile disposent, en tout temps et en toutes occasions, d'un droit à la légitime défense.

TITRE VI

OPÉRATIONS DE SECOURS

Article 19

Interventions d'unités de secours spécialisées

Lors d'accidents en montagne, les autorités andorranes peuvent solliciter des autorités françaises le concours d'unités spécialisées de la gendarmerie et de la police nationale.

Article 20

Modalité de la demande

La demande devra être faite auprès du centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie du groupement de gendarmerie départementale de l'Ariège et/ou du commandant de la compagnie républicaine de sécurité de montagne des Pyrénées-Orientales.

Article 21

Statut des agents déplacés

Les agents en déplacement au titre du secours en montagne sont mis à la disposition du Gouvernement de la Principauté d'Andorre.

TITRE VII

FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 22

Coopération en matière de formation

1. Il est institué une coopération bilatérale dans le domaine de la formation des policiers andorrans par les services compétents de la Partie française, au sens de l'article 1^{er}.

2. La coopération s'effectue sur la base de plans annuels, élaborés conjointement entre les deux Parties. Cette coopération se réalise par l'admission de personnels de la police andorrane dans les stages de formation ou de perfectionnement proposés par la Partie française, ou par le déplacement des formateurs proposés par la Partie française en Principauté d'Andorre.

Article 23

Objet de la formation

Ces stages peuvent avoir pour objet :

- l'acquisition d'une formation ou un recyclage de compétences ;
- l'obtention d'un certificat ou brevet de spécialité.

Article 24

Communication sur la participation aux stages

1. La Partie andorrane communique ses souhaits de stages aux services français sollicités, avant le 1^{er} novembre de l'année précédant les stages.

2. Le nombre de places et de stages, proposé à la Partie andorrane, est déterminé en fonction des places disponibles dans les centres de formation ou de perfectionnement de la Partie française, ou en fonction des possibilités de déplacement des formateurs de la Partie française.

Article 25

Conditions d'aptitude des stagiaires

Les stagiaires andorrans doivent remplir les mêmes conditions d'aptitude que les personnels des services français.

Ces conditions, différentes selon les stages, portent sur :

- la bonne connaissance de la langue française ;
- l'âge ;
- l'aptitude physique ou médicale ;
- la possession d'un niveau technique ou de qualités spécifiques ;
- la détention d'un brevet ou diplôme.

Pour ce faire, la Partie andorrane s'assure de l'aptitude physique, médicale ou technique, des stagiaires.

Article 26

Equipement nécessaire à la formation

La Partie andorrane fournit aux stagiaires les tenues et équipements nécessaires au suivi de la formation. Un complément en matériel spécifique ainsi qu'une documentation, peuvent, dans certains cas, être mis gracieusement à leur disposition par la Partie française.

Article 27

Règlement applicable dans le centre de formation

Les stagiaires sont soumis au règlement en vigueur dans le centre de formation ou de perfectionnement de la Partie française où ils sont reçus, notamment en ce qui concerne l'instruction, la discipline, la sécurité, les horaires, la conduite des véhicules et la vie du centre en général.

Article 28

Incidents en cours de formation

1. Si en cours de stage, les stagiaires ne satisfont pas aux tests d'évaluation des connaissances, d'aptitude physique ou manquent aux règles de discipline visées ci-dessus, ils sont susceptibles de faire l'objet d'une radiation sur proposition du directeur de stage par l'organisme de formation compétent.

2. Les stagiaires dont l'instruction a été interrompue en cours de stage à la suite d'un événement fortuit (notamment maladie, blessure...), peuvent, après avis du directeur du stage et sous réserve de leur aptitude médicale, être admis à suivre un nouveau stage.

Article 29

Frais de stage

1. Les trajets aller et retour entre l'Andorre et le lieu de déroulement du stage sont à la charge de la Partie andorrane. Les déplacements de service au cours du stage sont à la charge de la Partie française, dans la limite de ses disponibilités budgétaires.

2. L'alimentation et l'hébergement des stagiaires sont assurés, dans la mesure du possible, sur le site des formations d'accueil. Les frais correspondants, à la charge de la Partie andorrane, sont réglés directement par les stagiaires aux organismes fournisseurs. L'alimentation et l'hébergement des formateurs de la Partie française en déplacement en Principauté d'Andorre sont à la charge de la Partie andorrane.

3. Les prestations d'instruction sont assurées gratuitement par la Partie française.

Article 30

Responsabilité liée aux dommages causés pendant la formation

1. La Partie andorrane s'engage à prendre en charge la réparation des dommages causés par les stagiaires andorrans, dans le service ou à l'occasion du service, aussi bien aux personnels et aux matériels de la Partie française qu'à des tiers.

2. Elle s'engage à rembourser à la Partie française les dépenses ayant résulté pour cette dernière des dommages subis par les stagiaires dans les mêmes circonstances, quelles qu'en soient les causes. Cependant, si les deux Parties au présent Accord estiment, conjointement, que les dommages résultent d'une faute lourde dûment constatée

imputable à des personnels français, elles conviennent entre elles du montant des dépenses qui sera pris en charge par la Partie française. Par faute lourde, il convient d'entendre la faute intentionnelle, l'erreur grossière ou la négligence grave.

Article 31

Prestations et frais de santé

1. Les stagiaires andorrans ont accès aux prestations de santé, dans les conditions appliquées aux stagiaires étrangers dans les centres de formation et de perfectionnement français.
2. Les frais qui en résultent sont pris en charge conformément à la convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre signée à Andorre-la-Vieille le 12 décembre 2000.

Article 32

Evaluation des stagiaires

1. A l'issue de chaque stage, la Partie française transmet à la Partie andorrane les notes obtenues par les stagiaires ainsi que les appréciations portées sur leurs aptitudes individuelles.
2. Si le niveau de notes obtenues permet l'obtention d'un brevet ou d'un certificat, le diplôme correspondant est adressé par la Partie française à la Partie andorrane ou remis directement aux stagiaires.

Article 33

Obligations de communication

1. La Partie française s'engage à aviser, dans les meilleurs délais, la Partie andorrane de tout événement, accident ou incident grave survenu au cours des stages.
2. Les programmes des stages, les conditions d'admission ainsi que les modalités pratiques (effets d'habillement et d'équipement à emporter ou fournis par la formation d'accueil, alimentation et d'hébergement...) sont communiqués sur demande à la Partie andorrane par la Partie française.

TITRE VIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 34

Statut juridique des agents conformément aux dispositions contenues dans les titres II, III, IV, V et VI

1. Les agents exerçant leurs fonctions sur le territoire de l'autre Partie, en application des dispositions contenues dans les titres II, III, IV, V et VI du présent Accord, relèvent de leur hiérarchie d'origine mais respectent les principes généraux d'emploi de la Partie d'accueil.
2. Les agents de la Partie d'envoi respectent, durant leur séjour sur le territoire de la Partie d'accueil, l'ordre juridique interne de celle-ci et s'abstiennent sur son territoire de toute activité incompatible avec l'esprit du présent Accord ; les autorités de la Partie d'envoi prennent toutes dispositions utiles à cette fin. Sauf disposition contraire figurant dans le présent Accord, les agents de la Partie d'envoi respectent également les règlements internes en vigueur au sein des administrations et unités concernées de la Partie d'accueil.
3. Chaque Partie accorde aux agents de l'autre Partie, affectés dans ses unités ou en mission sur son territoire, la même protection et assistance qu'à ses propres agents.
4. Les agents de la Partie d'envoi sont soumis aux régimes de responsabilité civile et pénale de la Partie d'accueil et traités comme des agents de cette Partie exerçant des fonctions analogues.
5. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les agents de la Partie française sollicités dans le cadre des articles 12 à 21 du présent Accord sont soumis au régime de responsabilité civile et pénale de la Partie française en cas de dommage résultant de tout acte ou négligence accompli dans le service ou à l'occasion du service. La Partie française s'engage à examiner avec bienveillance la possibilité pour les autorités compétentes de la Partie andorrane de faire valoir leur compétence de juridiction à l'égard des agents français, si des motifs prépondérants d'intérêt public de cette Partie sont susceptibles d'en légitimer l'exercice.

Article 35

Frais financiers liés au déplacement et à l'exercice des missions des agents

1. Les frais occasionnés par les déplacements et l'exercice des missions des agents de la Partie française exerçant leurs fonctions sur le territoire de la Partie andorrane, en application des dispositions contenues dans les titres III, IV, V et VI du présent Accord sont à la charge de la Partie andorrane.

2. Les frais occasionnés en vue de la mise en œuvre du titre II sont répartis au cas par cas d'un commun accord entre les Parties.

Article 36

Règlement des dommages causés par les agents français exerçant leur mission sur le territoire de la Principauté d'Andorre

La Partie andorrane renonce à tout recours contre la Partie française en raison de dommages résultant de l'emploi des personnels français sur son territoire en vertu des titres III, IV, V et VI du présent Accord et prend en charge toutes les conséquences financières éventuelles liées à leur intervention. Cependant, si les deux Parties au présent Accord estiment, conjointement, que les dommages résultent d'une faute lourde dûment constatée imputable à des personnels français, elles conviennent entre elles du montant des dépenses qui sera pris en charge par la Partie française. Par faute lourde, il convient d'entendre la faute intentionnelle, l'erreur grossière ou la négligence grave.

Article 37

Bilan périodique de la coopération

Les services compétents des deux Parties dans la zone frontalière se réunissent au moins deux fois par an ou en fonction des besoins opérationnels. A cette occasion :

- ils procèdent au bilan de la coopération de leurs unités ;
- ils échangent leurs données statistiques sur les différentes formes de criminalité relevant de leur compétence ;
- ils élaborent et mettent à jour des schémas d'intervention commune pour les situations nécessitant une coordination de leurs unités de part et d'autre de la frontière ;
- ils élaborent en commun des plans de recherche ;
- ils organisent des patrouilles au sein desquelles une unité de l'une des deux Parties peut recevoir l'assistance d'un ou plusieurs agents de l'unité de l'autre Partie ;
- ils programment des exercices communs dans la zone frontalière ;
- ils s'accordent sur les besoins de coopération prévisibles en fonction des manifestations prévues ou de l'évolution des diverses formes de délinquance ;
- ils élaborent un programme de travail commun ;
- ils mettent en œuvre des stratégies coordonnées sur toute la zone frontalière.

Un procès-verbal est dressé à l'issue de chaque réunion.

Article 38

Diffusion des informations

Les services des Parties :

- se communiquent les organigrammes et les coordonnées des services opérationnels de la zone frontalière ;
- élaborent un code simplifié pour désigner les lieux d'engagement opérationnel ;
- s'échangent leurs publications professionnelles et organisent une collaboration réciproque régulière à la rédaction de ces dernières et à leurs opérations de communication respectives ;
- diffusent les informations échangées auprès des services correspondants.

Article 39

Formation linguistique

En tant que de besoin, les Parties favorisent une formation linguistique appropriée à ceux de leurs agents qui sont susceptibles de servir dans les unités correspondantes. Elles assurent une mise à jour des connaissances linguistiques aux agents dont l'affectation dans la zone frontalière est confirmée.

Article 40

Echange d'agents

Les Parties procèdent à des échanges d'agents afin de familiariser leurs agents avec les structures et les pratiques des services de l'autre Partie. Les agents d'une Partie qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie dans le cadre de ces échanges restent exclusivement soumis au droit et à la juridiction de la Partie d'origine.

Article 41

Visites périodiques, séminaires

1. Les Parties organisent des visites réciproques entre les entités correspondantes de la zone frontalière.

2. Elles peuvent inviter des agents désignés par l'autre Partie à participer à leurs séminaires professionnels et autres modes de formation continue.

Article 42

Protection des données

La communication de données à caractère personnel (ci-après « données ») entre les Parties s'effectue en tenant compte des obligations résultant pour chaque Partie de son ordre juridique interne (et, en ce qui concerne la Partie française, de la législation européenne), ainsi que du niveau de protection suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes qu'elle requiert à l'égard du traitement dont ces données font l'objet ou peuvent faire l'objet par l'autre Partie. Chaque communication de données est en conséquence effectuée dans le strict respect des dispositions régissant, pour chaque Partie, le transfert de celles-ci à d'autres Etats.

Si la Partie émettrice constate que la Partie destinataire assure un niveau suffisant de protection des données au regard de sa législation, la communication de celles-ci s'effectue dans le respect des règles suivantes :

1. Les données doivent être adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont communiquées. Les informations qui contiennent des données ne peuvent être issues que de traitements de données recueillies exclusivement sur le territoire national de chacune des Parties, dans le cadre d'actes d'enquête menés par les services répressifs de chacune des Parties. La Partie destinataire de telles données n'est autorisée à les transmettre à un tiers, Etat ou organisation intergouvernementale, qu'après autorisation expresse par écrit de l'organe compétent de la Partie émettrice.

2. La Partie destinataire de données ne peut les utiliser qu'aux fins et conditions définies par la Partie émettrice.

3. Les données communiquées doivent être effacées à l'issue d'un délai maximum prévu pour la conservation des données dans le droit national de la Partie émettrice, qui indique à la Partie destinataire ce délai maximum au moment de la communication des données. La Partie destinataire ne peut toutefois pas se prévaloir de ce délai maximum pour conserver les données plus longtemps que ne l'y autoriserait sa législation nationale. Les données sont effacées avant l'issue de ce délai si elles ne sont plus nécessaires à l'accomplissement de la tâche qui avait motivé leur communication.

4. La Partie émettrice garantit l'exactitude des données communiquées. S'il est établi que des données inexactes ou non communicables ont été transmises, la Partie émettrice en informe sans délai la Partie destinataire qui corrige les données inexactes ou efface les données non communicables.

5. Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les autorités compétentes en vue de savoir si elles détiennent des données la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication. Toute personne justifiant de son identité a également le droit de demander aux autorités compétentes que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour ou effacées les données la concernant qui sont inexactes, incomplètes, périmées, ou qui sont traitées en violation des dispositions du présent Accord ou des dispositions du droit interne relatives à la protection des données. Les demandes visées au présent paragraphe sont présentées et traitées conformément au droit national applicable.

6. Les Parties prennent des mesures appropriées pour garantir la protection des données qui leur sont communiquées contre la destruction accidentelle ou non autorisée, ou la perte accidentelle, ainsi que contre l'accès, la modification ou la diffusion non autorisées.

7. Chaque Partie tient un registre des données communiquées et de leur destruction.

8. La Partie destinataire de données informe la Partie émettrice, sur demande, de l'usage qui en est fait.

9. En cas de dénonciation du présent Accord ou de sa non reconduction, toutes les données obtenues dans ce cadre doivent être détruites sans délai.

10. Le respect de ces règles est soumis au contrôle d'une autorité indépendante, dans les conditions fixées par le droit national.

Article 43

Dispositions d'ordre financier

Les dispositions du présent Accord s'entendent dans le cadre et les limites des ressources budgétaires de chacune des Parties.

Article 44

Exemption des formalités relatives aux étrangers

Les agents exerçant leurs fonctions sur le territoire de l'autre Partie ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers, pas plus que les membres de leur famille vivant à leur charge.

Article 45

Respect des législations et réglementations nationales

La coopération transfrontalière en matière policière et douanière s'exerce dans le respect des législations et réglementations nationales et, pour la France, de la législation européenne.

Article 46

Accords existants

Le présent Accord n'affecte pas l'application des Accords bilatéraux en vigueur entre la France et la Principauté d'Andorre. Cet Accord n'affecte pas non plus les autres engagements internationaux pris par chacune des Parties.

Article 47

Règlement des différends

1. Les difficultés liées à l'application ou à l'interprétation du présent Accord font l'objet de consultations entre les autorités compétentes des deux Parties.

2. Chaque Partie peut exiger la réunion d'experts des deux Gouvernements afin de résoudre les questions relatives à l'application de cet Accord et de soumettre des propositions pour le développement de la coopération.

Article 48

Entrée en vigueur, durée, amendement et dénonciation

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

2. Les Parties peuvent à tout moment amender d'un commun accord, par écrit, le présent Accord. L'entrée en vigueur de ces amendements a lieu conformément aux prescriptions du premier paragraphe du présent article.

3. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chacune des Parties peut le dénoncer à tout moment avec un préavis de six mois. Cette dénonciation ne remet pas en cause les droits et obligations des Parties découlant de la coopération engagée dans le cadre du présent Accord.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le 17 mars 2014, en double exemplaire en langue française et catalane, les deux textes faisant également foi.

Pour Le Gouvernement
de la République française :
MANUEL VALLS
Ministre de l'intérieur

Pour Le Gouvernement
de la principauté d'Andorre :
XAVIER ESPOT ZAMORA
*Ministre de la justice
et de l'intérieur*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et du développement international

PROJET DE LOI

autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française
et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération
transfrontalière en matière policière et douanière

NOR : MAEJ1504024L/Bleue-1

ÉTUDE D'IMPACT

I- Situation de référence et objectifs de l'accord

A la suite de l'entrée en vigueur de la Convention d'application de l'accord de Schengen (CAAS)¹ en mars 1995, la France avait élaboré un modèle d'accord-type de coopération transfrontalière en matière policière et douanière (ACTPD), afin de décliner les dispositions de la CAAS sur une base bilatérale et de permettre une coopération le cas échéant plus avancée que celle permise par ce socle multilatéral. Six accords de ce type ont été signés avec chacun de nos partenaires limitrophes entre 1997 et 2001².

Andorre n'étant membre ni de l'Union européenne, ni de l'espace Schengen, les textes relevant du cadre juridique de l'Union européenne ne lui sont pas applicables.

L'ACTPD franco-andorran signé à Paris le 17 mars 2014 vient cependant inscrire la coopération bilatérale dans une logique transfrontalière inspirée de l'acquis Schengen, à l'instar d'accords semblables que la France a conclus avec d'autres États frontaliers.

Nécessaire compte tenu de la situation géographique particulière d'Andorre, enclavée entre deux États membres de l'Union européenne, et de l'importance des flux marchands et financiers, cet accord franco-andorran constitue le premier accord de ce type conclu entre les deux pays. Il donne un cadre juridique rigoureux permettant d'instituer une coopération bilatérale dans les domaines techniques et opérationnels entre la police andorrane (qui exerce des compétences douanières) et les services français de police, de gendarmerie et de douane. Il permettra en outre d'inscrire dans un cadre protecteur les échanges d'informations opérationnelles indispensables en matière de lutte contre la criminalité organisée.

¹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:42000A0922%2802%29:fr:HTML>

² Ces accords (jointés en annexes), dérivés de la matrice d'accord élaborée par le Comité de coordination de la politique européenne de sécurité intérieure de l'ex-SGCI, sont, par ordre chronologique : l'accord de Chambéry franco-italien du 3 octobre 1997 ; l'accord de Mondorf franco-allemand du 9 octobre 1997 ; l'accord de Berne franco-suisse du 11 mai 1998 (remplacé depuis par l'accord de Paris du 9 octobre 2007) ; le Traité de Blois franco-espagnol du 7 juillet 1998 ; l'accord de Tournai franco-belge du 5 mars 2001 (qu'un nouvel accord dans le même domaine signé le 18 mars 2013, en cours de ratification, abrogera) ; et l'accord de Luxembourg franco-luxembourgeois du 15 octobre 2001.

Au regard des autres accords de ce type, il comporte des dispositions relatives à la formation plus détaillées dans la mesure où l'accueil de stagiaires andorrans sur le territoire français en constitue un des objectifs principaux.

II- Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'accord

- Conséquences économiques

Si les considérations économiques constituent une préoccupation périphérique au regard de la coopération mise en œuvre, la plus-value éventuelle de l'accord dans ce domaine ne peut être totalement négligée. De ce point de vue, l'accord doit en effet permettre d'encourager la partie andorrane à participer à une coopération opérationnelle dynamique en la situant notamment dans un contexte de lutte contre le blanchiment de capitaux et les trafics illicites.

Parmi les outils prévus dans le cadre de l'accord, l'affectation d'agents de liaison et la constitution de patrouilles mixtes visent autant à supprimer les bases économiques des réseaux criminels locaux qu'à prévenir et réprimer leurs interférences sur le tissu économique local.

Les actions ainsi mises en œuvre seront nécessairement bénéfiques aux économies des deux pays compte tenu de l'effet, par nature déstabilisateur, des flux économiques illicites.

- Conséquences financières

Les activités de coopération décrites dans l'accord sont mises en œuvre dans le cadre et les limites des ressources budgétaires de chacune des Parties. Les détachements d'agents de liaison interviendront de manière très ponctuelle entre unités transfrontalières (à l'occasion d'événements tels que courses cyclistes ou pour la gestion d'autres événements impliquant une coordination transfrontalière spécifique).

Pour ce qui concerne la coopération directe (titre II), si l'accord prévoit que les frais sont répartis d'un commun accord entre les Parties, il est à noter que :

- L'affectation d'agents de liaison ne se traduira pas par des charges nouvelles pour les finances publiques, sa mise en œuvre se faisant sous plafond des effectifs concernés et s'opérant par nature en fonction de leurs propres contraintes et besoins opérationnels (d'où une plus-value avérée et un emploi optimisé des effectifs disponibles).
- La constitution de patrouilles mixtes n'induit pas de surcoût pour les unités et services opérationnels. Il est important de relever que les patrouilles mixtes ne seront pas utilisées pour substituer des agents étrangers aux agents territorialement compétents, mais bien dans un souci de maximisation des capacités opérationnelles de part et d'autre de la frontière. En ce sens, elles permettront une allocation optimale des effectifs opérationnels disponibles.

S'agissant des frais occasionnés par les déplacements et l'exercice des missions des agents français sur le territoire andorran en application des dispositions des titres III à VI (lutte contre le terrorisme, gestion de crise de haute intensité, gestion de l'ordre public lors d'événements importants ou de troubles graves, opérations de secours en montagne), ils sont à la charge de la Partie andorrane.

Quant à la formation des policiers andorrans (titre VII), si les prestations d'instruction sont assurées gratuitement par la Partie française, le nombre de places et de stages proposé à la Partie andorrane est fonction des places disponibles dans les centres de formation français ou des possibilités de déplacements des formateurs français. La Partie andorrane fournit aux stagiaires les tenues et équipements nécessaires au suivi de la formation et prend en charge leurs frais de déplacement entre Andorre et la France. La Partie andorrane supporte également les frais d'alimentation et d'hébergement des stagiaires andorrans et des formateurs français en déplacement en Andorre.

Par ailleurs, en cas de dommages causés par des stagiaires andorrans, il est prévu que la Partie andorrane prenne en charge leur réparation.

Enfin, les frais de santé des stagiaires andorrans sont pris en charge conformément à la convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre signée à Andorre-la-Vieille le 12 décembre 2000³.

- Conséquences sociales

A l'instar des conséquences économiques de l'accord, les effets sociaux attendus de sa mise en œuvre sont difficilement mesurables. Des effets positifs sont néanmoins attendus sur ce point dans la mesure où les accords de coopération transfrontalière en matière policière et douanière s'attachent en priorité à lutter contre la petite et moyenne délinquance en zone transfrontalière, soit les formes d'activités délictuelles revêtant au quotidien la plus forte visibilité pour les citoyens.

- Conséquences environnementales

L'accord n'aura pas d'impact sur l'environnement.

- Conséquences juridiques

Articulation avec le cadre juridique existant et le droit de l'Union européenne

Andorre n'étant membre ni de l'Union européenne, ni de l'espace Schengen, les textes relevant du cadre juridique de l'Union européenne ne lui sont pas applicables.

L'accord franco-andorran vient cependant inscrire la coopération bilatérale dans une logique inspirée de l'acquis Schengen, en particulier la CAAS, à l'instar des accords semblables conclus avec d'autres États frontaliers, en particulier pour ce qui concerne l'assistance d'agents de liaison et l'assistance sur demande.

Cet accord s'inspire également d'autres dispositions européennes relatives à la coopération en matière de sécurité intérieure, parmi lesquelles la décision 2008/615/JAI⁴ et la décision-cadre 2006/960/JAI⁵ (assistance spontanée).

L'accord encadre en outre l'échange d'informations et garantit la protection des données à caractère personnel et autres informations fournies par les Parties. Les données à caractère personnel seront communiquées dans le respect de la législation nationale de chaque Partie.

Conformément à l'article 42 du présent accord, ces données ainsi que leur communication devront s'avérer nécessaires à la collaboration bilatérale. Elles devront être collectées et traitées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Leur conservation dans les fichiers ne saurait excéder le délai maximal prévu par le droit national de la Partie émettrice de ces données. Un droit d'accès des personnes aux données les concernant est par ailleurs assuré. Enfin, des contrôles seront assurés par les autorités compétentes en conformité avec la législation européenne et les engagements internationaux liant les Parties.

³<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000237824&fastPos=4&fastReqId=1765559169&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

⁴<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:210:0001:0011:FR:PDF>

⁵<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32006F0960&from=FR>

Le traitement et la protection des données à caractère personnel et des autres informations fournies par les Parties sont en effet, pour la France, assurés conformément à l'article 68 de la loi n° 78-17 modifiée du 06 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés » et à l'article 24 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ; à la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi qu'aux décisions 2008/615/JAI et 2008/616/JAI⁶ et décisions-cadres 2006/960/JAI et 2008/977/JAI⁷. Il convient de noter que la Commission européenne a présenté le 25 janvier 2012 deux textes destinés à réviser la décision-cadre 2008/977/JAI et la directive 95/46/CE précitées : une proposition de règlement général sur la protection des données et une proposition de directive spécifique aux données policières et judiciaires sont actuellement en cours d'examen.

Le traitement et la protection des données sont également assurés par la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, adoptée à Strasbourg le 28 janvier 1981 et par son protocole additionnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontaliers de données, adopté à Strasbourg le 8 novembre 2001.

La Commission européenne considérant qu'Andorre possède une législation assurant un niveau de protection suffisant des données personnelles⁸ et Andorre ayant signé et ratifié la convention du Conseil de l'Europe et son Protocole additionnel précités, la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) estime qu'elle dispose d'une législation adéquate en matière de protection des données à caractère personnel. Andorre pourra donc se voir transférer de telles données puisqu'elle assure un niveau de protection suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font l'objet, comme le prévoit l'article 68 de la loi n° 78-17 précitée.

Il convient de noter que la Commission européenne a présenté le 25 janvier 2012 deux textes destinés à réviser la décision-cadre 2008/977/JAI et la directive 95/46/CE précitées : une proposition de règlement général sur la protection des données et une proposition de directive spécifique aux données policières et judiciaires sont actuellement en cours d'examen.

Enfin, l'approbation de cet accord ne nécessitera aucune modification du droit interne.

- Conséquences administratives

La mise en œuvre de l'accord sera gérée à effectifs et moyens constants de la Partie française. En outre, l'établissement de mécanismes de coopération directe se traduira par un gain d'efficacité opérationnel au profit des services locaux. Les dispositions de l'accord devront en effet leur permettre d'accomplir plus efficacement leurs missions dès lors que celles-ci revêtent un caractère transfrontalier, touchent à des faits de nature transfrontalière ou appellent un traitement conjoint par les services répressifs des deux États.

- Conséquences concernant la parité femmes/hommes

Sans objet.

⁶ Décision du Conseil [2008/616/JAI](#) du 23 juin 2008 concernant la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:210:0012:0072:FR:PDF>

⁷ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:350:0060:0071:fr:PDF>

⁸ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31995L0046:fr:HTML>

III – Historique des négociations

Dès 2002, les autorités andorranes ont sollicité l'ouverture de négociations pour la conclusion d'un accord de coopération policière.

En 2004, un projet d'accord relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière a été élaboré entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté d'Andorre. Abandonné à la demande des autorités andorranes au motif qu'elles souhaitaient que le nouvel accord soit limité aux seuls aspects policiers, il a fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part de la nouvelle direction de la police andorrane qui a permis la relance de la négociation du texte en 2010.

IV – État des signatures et ratifications

L'ACTPD a été signé à Paris le 17 mars 2014 par Monsieur Manuel VALLS, ministre de l'Intérieur de la République française, et Monsieur Xavier ESPOT ZAMORA, ministre de la Justice et de l'intérieur de la Principauté d'Andorre. Un accord relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile a été signé le même jour⁹.

La partie andorrane a notifié l'instrument de ratification du présent Accord par note verbale du 20 février 2015.

V - Déclarations ou réserves

Sans objet.

⁹ Procédure de ratification en cours.